



INTERPELLATION URGENTE

Auteur AdG/LA, par Barbara Lanthemann (suppl.)
Objet Communication: où se trouve dame Verité?
Date 13.12.2016
Numéro 6.0069

Actualité de l'événement

Le groupe de travail de gestion des risques a déjà été constitué, certains intervenants ont déjà été entendus

Imprévisibilité

Il n'est pas prévisible qu'un Conseiller d'Etat affirme le contraire de ce qu'a annoncé le Gouvernement

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le gouvernement doit préciser les modalités de la communication au sein du Conseil d'Etat et de la part des différents Conseillers d'Etat

Dans son communiqué de presse du 2 décembre 2016, Le Conseil d'Etat a pris acte de la décision du Département de la formation et de la sécurité (DFS) de renoncer à faire appel à Piero Falotti (alias Piero San Giorgio) pour toute expertise actuelle ou future. Renoncement logique au vu des propos tenus par son auteur. Il aura fallu l'intervention du gouvernement pour en arriver là. Le Conseil d'Etat précise encore qu'il a néanmoins décidé d'analyser les conditions dans lesquelles ce groupe de travail a été institué, son mandat précis ainsi que le profil de ses membres.

La communication de la Présidente du gouvernement qui indiquait que MM Despot et Werner étaient également exclus du groupe de travail nous a rassurée. Nous parlons ici d'une tâche importante de l'Etat, et sérieuse puisqu'il en va de la sécurité des habitants de ce canton, et non pas d'un laboratoire pour essayistes en quête de grands frissons.

Le lendemain de cette communication, Le chef de département de la sécurité affirmait sur son blog via un texte qui entretemps a disparu, et dans la presse, que les deux penseurs seraient toujours de l'aventure.

M. Freysinger a prétendu qu'il n'était pas responsable de ce choix, pour ensuite confirmer le maintien des deux intervenants. De même il prétend qu'il ne connaissait pas les théories de San Giorgio, alors qu'une vidéo les présente deux ans plus tôt amicalement installés dans son jardin. A la conférence de presse concernant le groupe de travail en question, M. Freysinger présente même le dernier livre de son invité et lui fait une publicité gratuite sans rougir.

Qui faut-il croire? Qui ment? Où se trouve la vérité?

Le mensonge est-il admissible de la part d'un Conseiller d'Etat?

L'alliance de gauche estime aujourd'hui que la relation de confiance avec le chef du Département de la formation et de la sécurité est rompue.

Conclusion

L'alliance de gauche exige des explications, une présentation des faits tels qu'ils se ont réellement déroulés.

Nous demandons que soit mis un terme à la gestion déplorable de la communication de la part du Conseiller d'Etat Freysinger.

Nous demandons que le Gouvernement prenne ses responsabilités, définisse les règles de communication et rappelle les principes d'une gouvernance basée sur le respect et la transparence.